

degré d'exploitation imposé au prolétariat dans le régime capitaliste.

Dans la phase transitoire, la force de travail conserve encore, il est vrai, son caractère de marchandise dans la mesure où le salaire se confond avec la **valeur** de la force-travail; par contre elle dépouille ce caractère dans la mesure où le salaire se rapproche de l'équivalent du travail total fourni par l'ouvrier (abstraction étant faite du surtravail nécessaire aux besoins sociaux.)

A l'encontre de la politique capitaliste, une véritable politique prolétarienne, pour augmenter les forces productives, ne peut certainement pas se fonder sur le surtravail qui proviendrait d'une plus grande durée ou d'une plus grande intensité du travail social, qui, sous sa forme capitaliste, constitue la plus **value absolue**. Elle se doit, au contraire, de fixer des normes de rythme et de durée de travail compatibles avec l'existence d'une véritable dictature du prolétariat et elle ne peut que présider à une organisation plus rationnelle du travail, à l'élimination du gaspillage des activités sociales, bien que dans ce domaine les possibilités pour augmenter la masse de travail **utile** soient vite épuisées.

Dans ces conditions, l'accumulation « prolétarienne » doit trouver sa source essentielle dans le travail devenu **disponible** par une technique plus élevée.

Cela signifie que l'accroissement de la productivité du travail pose l'alternative suivante: ou bien une même **masse de produits** (ou valeurs d'usage) détermine une diminution du volume total de travail consommé, ou bien si ce dernier reste invariable (ou même s'il diminue suivant l'importance du progrès technique réalisé) la quantité de produits à répartir augmentera. Mais dans les deux cas, une diminution du surtravail **relatif** (relatif par rapport au travail strictement nécessaire à la reproduction de la force de travail) peut parfaitement se conjuguer avec une plus grande consommation et se traduire par conséquent par une hausse **réelle** des salaires et non pas fictive comme dans le capitalisme. C'est dans l'utilisation nouvelle de la productivité qu'apparaît la supériorité de la gestion prolétarienne sur la gestion capitaliste plutôt qu'au travers de la compétition entre les prix de revient, base sur laquelle le prolétariat doit être inévita-

blement battu, comme nous l'avons déjà indiqué.

C'est en effet le développement de la productivité du travail qui précipite le capitalisme dans sa crise de décadence où, d'une façon **permanente** (et plus seulement au cours de crises cycliques) la **masse** des valeurs d'usage s'oppose à la **masse** des valeurs d'échange. La bourgeoisie est débordée par l'immensité de sa production et elle ne peut l'écouler vers les immenses besoins insatisfaits, sous menace de suicide.

Dans la période de transition, la productivité du travail est certes encore loin de répondre à la formule « à chacun selon ses besoins », mais cependant la **possibilité** de pouvoir l'utiliser intégralement, à des fins humaines, renverse les données du problème social. Marx avait bien au dessous du maximum théorique, déjà marqué qu'avec la production capitaliste, la productivité du travail reste. Par contre après la révolution il devient possible de réduire, puis de supprimer l'antagonisme capitaliste entre le produit et sa valeur si la politique prolétarienne tend non pas à ramener le salaire à la valeur de la force travail, — méthode capitaliste qui détourne le progrès technique au profit du capital — mais à l'élever de plus en plus au dessus de cette valeur, **sur la base même de la productivité développée**.

Il est évident qu'une certaine fraction du surtravail relatif ne peut retourner directement à l'ouvrier, en vertu des nécessités même de l'accumulation sans laquelle il n'y a pas de progrès technique possible. Et encore une fois se repose le problème du rythme et du **taux** de l'accumulation. Et s'il paraît se résoudre à une question de **mesure**, l'arbitraire sera en tous cas exclu sur la base principale délimitant les tâches économiques du prolétariat, telle que nous l'avons définie.

D'autre part, il va de soi que la détermination du taux de l'accumulation relève du centralisme économique et non pas de décisions des producteurs dans leurs entreprises, suivant l'opinion des internationalistes hollandais (P. 116 de leur ouvrage cité). Ils sont d'ailleurs fort peu convaincus de la valeur pratique d'une telle solution, puisqu'ils la font suivre immédiatement de cette considération que le « **taux d'accumulation** ne

peut être laissé au libre jugement des entreprises séparées et c'est le Congrès général des conseils d'entreprises qui déterminera la norme **obligatoire**», formule qui réporl somme toute à du centralisme déguisé.

Si nous nous reportons maintenant à ce qui s'est réalisé en Russie, alors éclate toute l'imposture du Centrisme faisant découler la suppression de l'exploitation du prolétariat de la collectivisation des moyens de production. On enregistre ce phénomène historique que le processus de l'économie soviétique et celui de l'économie capitaliste, tout en partant de bases différentes, ont fini par confluer et par se diriger ensemble vers la même issue: la guerre impérialiste. Tous deux se déroulent sur le fond d'un prélèvement **croissant** de plus-value qui ne retourne pas à la classe ouvrière. En URSS, le procès de travail est capitaliste par sa substance, sinon par ses aspects sociaux et les rapports de production. On y pousse à l'augmentation de la masse de plus-value absolue, obtenue par l'intensification du travail qui a pris les formes du « stakhanovisme ». Les conditions matérielles des ouvriers ne sont nullement solidaires des améliorations techniques et du développement des forces productives, et en tout cas la participation **relative** du prolétariat au patrimoine social n'augmente pas, mais diminue; phénomène analogue à celui qu'engendre constamment le système capitaliste, même dans ses plus belles périodes de prospérité. Nous manquons d'éléments pour établir dans quelle mesure est réel l'accroissement de la part **absolue** des ouvriers.

En outre, il se pratique une politique d'abaissement des salaires qui tend à substituer des ouvriers non qualifiés (provenant de l'immense réservoir de la paysannerie) aux prolétaires qualifiés qui sont en même temps les plus conscients.

A la question de savoir où s'engloutit cette masse énorme de surtravail, on donnera la réponse facile qu'elle va en majeure partie à la « classe » bureaucratique. Mais une telle explication est démentie par l'existence même d'un énorme appareil productif qui reste bel et bien propriété collective et en regard duquel les beefsteaks, automobiles et villas des bureaucrates font piètre figu-

re!! Les statistiques officielles et autres aussi bien que les enquêtes, confirment cette disproportion énorme — qui va croissant — entre la production des moyens de production (outillage, bâtiments, travaux publics, etc.) et celle des objets de consommations destinés à la « bureaucratie » comme à la masse ouvrière et paysanne, même en y englobant la consommation sociale. S'il est vrai que c'est la bureaucratie qui, en tant que classe, dispose de l'économie et de la production et s'approprie le surtravail, on n'explique pas comment ce dernier se transforme dans sa plus grande partie en richesse collective et non en propriété privée. Ce paradoxe ne peut être expliqué qu'en découvrant pourquoi cette richesse, tout en restant dans la communauté soviétique, s'oppose à celle-ci, par sa destination. Signalons qu'aujourd'hui un phénomène semblable se déroule au sein de la société capitaliste, c'est-à-dire que la majeure partie de la plus-value ne s'écoule pas dans la poche des capitalistes mais s'accumule en biens qui ne restent propriété privée que du point de vue purement juridique. La différence, c'est qu'en URSS le phénomène ne prend pas un caractère proprement capitaliste. Les deux évolutions partent également d'une origine différente: en URSS, elle ne surgit pas d'un antagonisme économique, mais politique: d'une scission entre le prolétariat russe et le prolétariat international; elle se développe sous le drapeau de la défense du « socialisme national » et de son intégration au mécanisme du capitalisme mondial. Par contre, dans les pays capitalistes, l'évolution se déplace sous le signe de la décadence de l'économie bourgeoise. Mais les deux développements sociaux aboutissent à un objectif commun: la construction d'économies de guerre (les dirigeants soviétiques se vantent d'avoir édifié la plus formidable machine de guerre du monde. Telle nous paraît être la réponse à « l'énigme russe ». Cela explique pourquoi la défaite de la révolution d'octobre ne provient pas du bouleversement du rapport des classes, à l'intérieur de la Russie, mais sur l'arène internationale.

Examinons quelles est la politique qui oriente le cours de la lutte des classes vers la guerre impérialiste plutôt que vers la révolution mondiale.